

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 89
N° 11.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 31
NO ME 1940.

ABONNEMENTS

UN AN SIX MOIS 3 MOIS

Etablissements fran- çais de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	62 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.....	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers ; Les mêmes renouvelées.....	5 fr. 2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTE DU POUVOIR CENTRAL

Pages

1940 18 mars	Décret approuvant la délibération ci-annexée du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie en date du 28 décembre 1939 relative aux droits d'octroi de mer sur les tabacs (Arrêté de promulgation n° 457 a.g.f., du 27 mai 1940).....	259
--------------	---	-----

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1940 21 mai	Décision n° 436 j., relative à la liste des personnes qualifiées pour exercer des fonctions de magistrats intérimaires	260
21 mai	Décision n° 437 c., portant licenciement, pour inaptitude physique de M. Takokore élève-infirmier à l'Hôpital de Papeete.	260
22 mai	Arrêté n° 444 a.p.e., relatif à la délivrance des cartes d'identité spéciales aux commerçants étrangers résidant dans les Etablissements français de l'Océanie..	260
24 mai	Arrêté n° 453 a.p.e., constituant une association d'intérêt général agricole au district de Niua (île Tahaa). ..	261
24 mai	Arrêté n° 454 a.p.e., constituant une société d'intérêt général agricole à Haamene, district de Hauno (île Tahaa). ..	261
29 mai	Décision n° 473 d., autorisant la Société Brander-Frogier à avoir un entrepôt fictif à Papeete.....	262
	Extraits	262

AVIS OFFICIELS

Enquête de commodo et incommodo. — M. Yao No Long, n° 3593, demeurant à Auae-Faaa	262
Enquête de commodo et incommodo. — M. William Lo, n° 6572, demeurant à Faaa.....	262

PARTIE NON OFFICIELLE

DIVERS

Annonces judiciaires.....	263
---------------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTE DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 457 a.g.f., promulguant dans les établissements français de l'Océanie le décret du 18 mars 1940 approuvant une délibération du conseil privé en date du 28 décembre 1939.

(Du 27 mai 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la circulaire ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931, relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels ;

Vu le télégramme n° 56 du 20 mars 1940 annonçant l'approbation par décret du 18 mars 1940 de la délibération du 28 décembre 1939 relative aux droits d'octroi de mer sur les tabacs,

ARRÊTÉ :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécuté selon ses forme et teneur : le décret du 18 mars 1940 approuvant la délibération ci-annexée du conseil privé des Etablissements français de l'Océanie en date du 28 décembre 1939 relative aux droits d'octroi de mer sur les tabacs.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 mai 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉLIBÉRATION

Dans sa séance du 28 décembre 1939, le conseil privé des Etablissements français de l'Océanie délibérant dans les conditions fixées par l'article 6 de la loi du 11 janvier 1892 a adopté la délibération dont la teneur suit :

Article 1^{er}. — Le tableau annexé au décret du 11 mars 1897 fixant le tarif des droits d'octroi de mer applicables dans les Etablissements français de l'Océanie tel qu'il a été modifié et complété par les décrets subséquents est à nouveau modifié comme suit :

DÉSIGNATION DES PRODUITS	UNITÉS pour lesquelles portent les droits	TAUX du droit
Tabacs à fumer ou à chiquer hachés ou en tablettes à priser.....	les 100 k. nets	750
Cigares de toute sorte.....	»	1.500
Cigarettes.....	»	1.500

Art. 2. — Dans ces droits, ne sont pas compris les 2 décimes par franc prévus par les décrets du 21 juin 1921.

Approuvé en conseil privé dans sa séance
du 28 décembre 1939.

Le Gouverneur,
CHASTENET DE GÉRY.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DÉCISION n° 436 j., relative à la liste des personnes qualifiées pour exercer des fonctions de magistrats intérimaires.

(Du 21 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 55 du décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale ;

Vu la décision n° 874 j., en date du 8 septembre 1939, arrêtant la liste des personnes qualifiées pour exercer des fonctions de magistrats intérimaires ;

Vu la délibération du Tribunal supérieur d'Appel en date du 20 mai 1940 ;

Vu les nécessités du service ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — L'article premier de la décision n° 874 j., en date du 8 septembre 1939, relative à la liste des personnes qualifiées pour exercer des fonctions de magistrats intérimaires, est complété comme suit :

M. Bigotte Robert, Capitaine du cadre de réserve.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mai 1940.
CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 437 c., portant licenciement, pour inaptitude physique, de M. Takokore élève-infirmier à l'Hôpital de Papeete.

(Du 21 mai 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 27 janvier 1939, portant organisation du corps des infirmiers, infirmières et sages-femmes et créant des cours pour ces professions ;

Vu la décision n° 217 c. du 12 mars 1940 portant reclassement du personnel des infirmiers, infirmières et sages-femmes dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le certificat de visite n° 1 (n° d'ordre 46) en date du 1^{er} mai 1940 constatant l'état de santé de l'élève-infirmier Takokore Peniamina,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Takokore Peniamina, admis à effectuer un stage à l'Hôpital de Papeete, au titre d'élève-infirmier, par décision n° 1014 du 26 octobre 1939, est licencié pour inaptitude physique.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 21 mai 1940.
CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 444 a.p.e., relatif à la délivrance des cartes d'identité spéciales aux commerçants étrangers résidant dans les Etablissements français de l'Océanie.

(Du 22 mai 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 5 janvier 1940 portant réglementation de l'exercice des professions commerciales par les étrangers dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Considérant la législation applicable en la matière dans la métropole et spécialement le décret du 2 février 1939 ;

Sur la proposition du chef du service des affaires politiques et économiques, chef du service des contributions,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Tout étranger exerçant ou se proposant d'exercer une profession commerciale ou industrielle dans les Etablissements français de l'Océanie recevra une carte d'identité d'étranger "commerçant" comme prévu à l'article 1, alinéa 1 du décret susvisé du 5 janvier 1940 ; cette carte lui sera délivrée par le Gouverneur sur la proposition du chef du service des contributions.

Art. 2. — Seront portées sur cette carte :

1°) toutes indications utiles relatives à l'identité du commerçant soit ses nom, surnoms, prénoms, n° d'inscription au registre des étrangers, nationalité, date et lieu de naissance ;

2°) la ou les professions autorisées, la ou les circonscriptions administratives où elles peuvent s'exercer et des précisions, s'il y a lieu, concernant l'étendue des divers droits et obligations du titulaire dans l'exercice de cette ou de ces professions.

Ces diverses indications seront reproduites par le service compétent, sur les matrices des contributions directes, à titre de contrôle.

Art. 3. — Il est interdit à tout étranger de se livrer à un genre de commerce ou d'industrie autre que celui qui figure sur la carte de commerçant qui lui a été délivrée ou d'exercer sa profession hors la ou les circonscriptions administratives mentionnées sur cette carte.

Il lui est de même interdit d'outre passer l'étendue des divers droits ou d'enfreindre les diverses obligations précisées sur la carte.

Art. 4. — La carte d'identité de commerçant est délivrée dans les conditions des articles 1 à 3 ci-dessus :

1°) aux associés tenus indéfiniment et personnellement des dettes sociales ;

2°) aux administrateurs délégués directeurs généraux des sociétés anonymes et à toute personne en faisant fonction ;

3°) aux gérants des sociétés à responsabilité limitée ;

4°) aux personnes qui prennent la direction d'une succursale ou d'une agence d'une maison de commerce.

Art. 5. — Un délai de 6 mois est imparti aux commerçants étrangers pour se mettre en règle avec les dispositions des articles 1 à 4 ci-dessus.

Art. 6. — Les infractions au présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article 1^{er} du décret susvisé du 5 janvier 1940.

Art. 7. — La carte spéciale de commerçant pourra être retirée dans le cas où l'étranger aurait donné de fausses indications en vue de son obtention ou serait déclaré en faillite ou condamné pour crime ou délit de droit commun sans préjudice de l'expulsion qui pourra être prononcée conformément aux textes en vigueur de la colonie.

Art. 8. — Le chef du service judiciaire et le chef du service des contributions sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 22 mai 1940.
CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 453 a.p.e., constituant une association d'intérêt général agricole au district de Niua (île Tahaa).

(Du 24 mai 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 13 décembre 1932, relatif à l'organisation du crédit agricole mutuel dans les Etablissements français de l'Océanie, ensemble les arrêtés d'application et spécialement l'arrêté du 13 juillet 1934, déterminant le mode de création et de fonctionnement des associations d'intérêt général agricole ;

Vu la lettre n° 123 g., du 18 mai 1940 du chef de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent ;

Sur la proposition du chef du service des affaires politiques et économiques ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 24 mai 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Une association d'intérêt général agricole est constituée à Niua (district de Niua - île Tahaa) entre les habitants de cette localité qui ont désigné comme suit leur conseil provisoire d'administration :

MM. Tupea Delord,	<i>Président ;</i>
Aroariitahi a Peu,	<i>Vice-Président ;</i>
Moua Robert,	<i>Secrétaire-Trésorier ;</i>
Ariioehau a Tara,	<i>Membre ;</i>
Haroarii a Taeataata,	—
Holman Teraiutiuti,	—
Rooma a Tuuhia,	—

Art. 2. — Elle prend le nom d'association agricole de Niua et sa circonscription territoriale comprend l'ensemble du territoire de ce district.

Art. 3. — La durée de l'association est fixée à quinze années à compter du 1^{er} juin 1940.

Art. 4. — L'association a pour objet : d'entreprendre tous travaux, toutes installations utiles aux agriculteurs du ressort de l'association, de percevoir toute contribution volontaire de ses membres, approuvée par le Gouverneur, de recevoir et répartir, entre tous les producteurs de sa circonscription territoriale, toute prime donnée soit par l'Etat, soit par l'Administration locale.

Il lui est interdit d'effectuer d'autres opérations ainsi que d'effectuer des bénéfices commerciaux.

Art. 5. — Sont membres de l'association, tous les habitants du district, sans distinction de sexe, âgés de plus de dix-huit ans.

Art. 6. — Le fonctionnement de l'association est réglé par l'arrêté susvisé du 13 juillet 1934.

Art. 7. — Un arrêté ultérieur déterminera, s'il y a lieu, les conditions dans lesquelles seront établies et perçues les taxes destinées à assurer le remboursement des emprunts aux caisses de crédit agricole.

Art. 8. — Le chef de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent et le chef du service des affaires politiques et économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 mai 1940.
CHASTENET DE GÉRY.

Arrêté n° 454 a.p.e.,
(Du 24 mai 1940.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, une association d'intérêt général agricole est constituée à Haamene (district de Hauino, île de Tahaa), entre les habitants de cette localité qui ont désigné comme suit leur conseil provisoire d'administration :

MM. Teiva a Toiroro,	<i>Président ;</i>
Taua a Tupu,	<i>Vice-Président ;</i>
Paia a Toiroro,	<i>Secrétaire-Trésorier ;</i>
Taaroa a Toiroro,	<i>Membre ;</i>
Raauri a Raauri,	—
Tuatea a Raauri,	—
Toofa a Taeae,	—

Elle prend le nom d'association agricole de Haamene.

Sa circonscription territoriale comprend le sous-district de Haamene où elle a son siège.

La durée de l'association est fixée à quinze années à compter du 1^{er} juin 1940.

L'association a pour objet : d'entreprendre tous travaux, toutes installations utiles aux agriculteurs du ressort de l'association, de percevoir toute contribution volontaire de ses membres approuvée par le Gouverneur, de recevoir et répartir, entre tous les producteurs de sa circonscription territoriale, toute prime donnée soit par l'Etat, soit par l'administration locale.

Il lui est interdit d'effectuer d'autres opérations ainsi que d'effectuer des bénéfices commerciaux.

Sont membres de l'association tous les habitants du sous-district, sans distinction de sexe, âgés de plus de dix-huit ans.

Le fonctionnement de l'association est réglé par l'arrêté susvisé du 13 juillet 1934.

Un arrêté ultérieur déterminera, s'il y a lieu, les conditions dans lesquelles seront établies et perçues les taxes destinées à assurer le remboursement des emprunts aux caisses de crédit agricole.

Le chef de la circonscription administrative des îles Sous-le-Vent et le chef du service des affaires politiques et économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 473 d., autorisant la Société Brander-Frogier à avoir un entrepôt fictif à Papeete.

(Du 29 mai 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 20 juillet 1932 portant réglementation du service des douanes dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté n° 570 d. du 25 mai 1938 fixant dans les Etablissements français de l'Océanie les conditions d'établissement de l'entrepôt fictif ;

Vu la demande formulée par la Société Brander-Frogier tendant à obtenir l'autorisation d'avoir un entrepôt fictif à Papeete ;

Vu l'avis favorable émis par Monsieur le chef du service des douanes,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — La Société Brander-Frogier est autorisée à avoir un entrepôt fictif à Papeete, immeuble Maxwell.

Elle devra se conformer aux prescriptions du décret du 20 juillet 1932 et de l'arrêté du 25 mai 1938 précités.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 29 mai 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

AFFAIRES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES.

1. — *Par décision n° 424 du 17 mai 1940.* — Il est accordé, conformément à l'article 31 de l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939, à Madame Hintze Claire, épouse Bambridge, dame auxiliaire de 3^e catégorie, affectée au service des affaires politiques et économiques, un nouveau congé de convalescence de deux mois, à compter du 14 mai 1940.

* * *

ENSEIGNEMENT.

1. — *Par décision n° 435 du 20 mai 1940.* — Une bourse entière d'internat à l'école centrale de Papeete est accordée au jeune Tara a Tara, à compter du 1^{er} juin 1940.

2. — *Par décision n° 456 du 27 mai 1940.* — Le congé de convalescence à passer à Tahiti, accordé à M. Maua (Marcel) instituteur de 4^e classe du cadre local, par décision n° 343 c. du 26 avril 1940 est renouvelé pour une 4^e période de 3 mois, à compter du 10 mai 1940 et est ainsi porté à un total de 1 an 3 mois avec bénéfice de la moitié de la solde de présence.

Au terme de cette période de 3 mois, M. Maua (Marcel) devra se présenter à nouveau devant le conseil de santé pour examen et mise en observation éventuelle à l'hôpital de Papeete.

* * *

POSTES TÉLÉGRAPHES TÉLÉPHONES

1. — *Par décision n° 445 du 22 mai 1940.* — Il est accordé à M. Drollet (Henri) commis principal de 1^{re} classe du cadre local du secrétariat général des Etablissements français de l'Océanie détaché au service des postes, télégraphes et téléphones un congé de convalescence de 3 mois à passer dans la colonie pour compter du 18 mai 1940.

* * *

SANTÉ.

1. — *Par décision n° 423 du 17 mai 1940.* — Il est accordé, conformément à l'article 31 de l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939, à Madame Mahatia Teurutara, épouse Chambou, dame auxiliaire de 4^e catégorie, affectée au service de santé, un congé de convalescence d'un mois, à compter du 16 mai 1940.

2. — *Par décision n° 474 du 29 mai 1940.* — Il est alloué, une fois pour toutes, à l'ex-élève infirmier Takokore Peniamins, une indemnité de congédiement égale à deux mois entiers de l'allocation qu'il percevait en activité de service.

AVIS OFFICIEL.

Enquête de commodo et incommodo.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 1^{er} juin 1940, sur une demande formulée par M. Yao Wo Long, n° 3593, demeurant à Aua-e-Paaa, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un moteur Diesel de 6 C.V. destiné à actionner une râpe à coprah.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 juin 1940, à 17 heures.

M. J. Alfonsi, conducteur des travaux publics, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 21 mai 1940.

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

Enquête de commodo et incommodo.

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mai 1882, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de la Guadeloupe, rendu applicable aux Etablissements français de l'Océanie par décret du 21 juin 1887, une enquête "de commodo et incommodo" est ouverte, pendant 15 jours, à compter

du 1^{er} juin 1940, sur une demande formulée par M. William Lo, n° 6572, demeurant à Faaa, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un moteur à huile lourde de 12 C.V. à Faaa destiné à actionner une usine pour l'extraction d'huiles de coprah et d'arachides.

L'enquête dont il s'agit sera close le 15 juin 1940, à 17 heures.

M. J. Alfonsi, conducteur des travaux publics, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 21 mai 1940.

Le Gouverneur,

CHASTENET DE GÉRY.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Étude de M^e H. HOPPENSTEDT, Défenseur à Papeete.

VENTE

PAR AUTORITÉ DE JUSTICE

Après surenchère du sixième.

Au plus offrant et dernier enchérisseur en l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete en UN LOT des droits indivis de propriété dans la terre "UTURAERAE" (parcelle) et des constructions y édifiées, le tout sis au district d'Uturoa (île Raiatea).

L'ADJUDICATION AURA LIEU

Le Vendredi 26 juillet 1940, à huit heures 30.

Aux requête, poursuites et diligences de :

1^o M^{me} Lia Lévy, demeurant à Papeete, agissant au nom et comme tutrice légale des enfants mineurs, nés de son mariage avec M. Stephen Higgins, savoir : Edwige, Alice, Charles et Denise Higgins ;

2^o M^{me} Louise Higgins, épouse Pierre Constant, de ce dernier assistée et autorisée, demeurant ensemble à Papeete.

Agissant, lesdits enfants, en leur qualité d'héritiers sous bénéfice d'inventaire de leur père susnommé.

Pour lesquels domicile est élu à Papeete, rue Bréa, en l'étude de M^e H. Hoppenstedt, défenseur.

En présence de :

1^o M. G. Bambridge, ès-qualités de directeur de la Société Commerciale de l'Océanie, demeurant à Papeete,

Surenchérisseur, ayant domicile élu à Papeete, en l'étude de M^e Ahme, défenseur ;

2^o M. Heimau a Pani, propriétaire, demeurant à Uturoa, Raiatea,

Adjudicataire surenchéri.

En exécution : 1^o d'un jugement rendu conformément aux dispositions des articles 803 et suivants du Code Civil par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le 24 juillet 1939, enregistré, ordonnant vente des droits indivis sus-visés et des constructions y édifiées.

2^o d'un jugement rendu par le même Tribunal le 24 mai 1940

validant la surenchère faite par Monsieur G. Bambridge, ès-qualités, selon acte du Greffe du 23 novembre 1939, enregistré.

Désignation :

La parcelle de la terre "UTURAERAE" dont dépendent les droits de moitié présentement mis en vente, est sise au district d'Uturoa (île Raiatea).

Sa superficie est de 22 hectares, 02 ares 24 centiares ; elle est bornée au nord, par la terre "Uturaerae" (partie) sur une distance, en ligne brisée, de 1.394 mètres 70 centimètres — à l'est, par la terre "Tetamaru" sur 236 mètres 50 centimètres — au sud, par les terres "Faafau" et "Uturaerae" (partie) en ligne brisée, sur 1.631 mètres 30 centimètres, et à l'ouest, par la mer sur 105 mètres.

Telles que ces mesures résultent du procès-verbal de bornage dressé par les soins du Service Topographique le 9 janvier 1930.

Traversée par la route de ceinture, elle est dotée d'une jolie plage et d'une cocoteraie en plein rapport.

On trouve en outre sur cette terre un séchoir à coprah.

Le cahier des charges pour parvenir à la présente vente a été déposé au Greffe des Tribunaux conformément à la loi.

Mise à prix :

Outre les charges, clauses et conditions insérées au cahier des charges, les enchères seront reçues sur la mise à prix suivante fixée par le jugement précité du 24 mai 1940.

LOT UNIQUE. — a) Droits de moitié dans une parcelle de la terre "Uturaerae".....	} 23.916 frs 67
b) Constructions y édifiées.	

Fait et rédigé par M^e H. Hoppenstedt, défenseur poursuivant à Papeete, le 27 mai 1940.

H. HOPPENSTEDT, Défenseur.

Etude de M^e P. de MONTLUC, Défenseur à Papeete

D'un jugement contradictoirement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete (Tahiti) le 21 avril 1939, enregistré et signifié ;

Entre Monsieur Nohorai a Teave, propriétaire, demeurant à Punaauia (île Tahiti) et Madame Hana a Peu, propriétaire, demeurant au même lieu ;

Ladite dame ayant M^e P. de Montluc pour Défenseur ;

Il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux Nohorai a Teave, elle née Hana a Peu, à leurs torts et griefs réciproques.

Pour extrait :

P. de MONTLUC, Défenseur.

Etude de M^e P. de MONTLUC, Défenseur à Papeete.

D'un jugement rendu par défaut, au profit de Monsieur Pierre Laborie, contre Madame Joséphine Upton, par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 2 juin 1939, enregistré et signifié, il appert que le divorce a été prononcé d'entre les époux P. Laborie, elle née Joséphine Upton, à la requête et au profit du mari.

Pour extrait :

P. de MONTLUC, Défenseur.

La présente insertion est faite en vertu d'une ordonnance de M. le Président du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete (Tahiti) en date du 24 mai 1940, enregistrée, rendue conformément à l'article 247, 3^e alinéa du Code Civil.

Le syndic de la faillite Yune Sing informe M. Charles Novel, sans résidence connue, qu'il a déposé à la Caisse Centrale de Crédit Agricole Mutuel la somme de 1.287 frs représentant le montant lui revenant de la première répartition, déduction faite du coût du présent avis qui est à sa charge.

M. V. FROGIER, *Syndic.*

Société à responsabilité limitée KUON FO

D'une décision de l'Assemblée Générale en date du 26 mars 1940, il appert que :

1^o M. SOU YOK HING n° 3918 a été nommé gérant aux lieu et place de M. LAW AH LOY n° 2702.

2^o M. NG Williams n° 2583 a été nommé gérant aux lieu et place de M. YAN YI FAT n° 3854.

Le Gérant,
SOU YOK HING n° 3918.